

Rapport Mock MUN 2018

Forum: Comité sur l'éducation

Problématique: Promouvoir l'accès des femmes à l'éducation

Présidence: Anaëlle Cathelineau, Romane Dervaux, Camille Guérin, Noah Trowbridge



I. Introduction

Aujourd'hui, ce sont 31 millions de filles qui sont exclues de l'éducation primaire et 516 millions de femmes qui sont analphabètes à travers le monde. Ces circonstances alarmantes le sont d'autant plus qu'elles sont le sujet principal de l'objectif 5 des Objectifs du Développement Durable (ODD). Cette éducation inégale est observée surtout dans les pays en voie de développement, ou encore en guerre, plus particulièrement dans les zones défavorisées d'Afrique subsaharienne, d'Asie occidentale et d'Océanie. Il est intéressant de noter que la dégradation quant à l'accès à l'éducation -dans la plupart des cas- ne se produit qu'à partir des études secondaires. Jusqu'à l'école primaire, cette parité est correctement respectée puisque l'on compte 96 fille scolarisées pour 100 garçons. Plusieurs facteurs expliquent cette divergence. La plupart sont issus de préjugés: une femme devrait se dédier aux tâches domestiques; l'éducation secondaire étant au mieux un frein, au pire une perte de temps. Mais la cause principale de cette inégalité demeure la pauvreté. La pauvreté prive les familles, lorsqu'elles envoient leurs filles étudier, d'une main d'œuvre gratuite. L'école est également payante dans certains pays et les moyens financiers réduits de certaines familles ne permettent pas cet investissement. Certes, d'autres facteurs tels que l'éloignement de l'établissement, les mariages, les grossesses précoces, les violences permises sur les filles dans les espaces scolaires; interdisent aux petites filles et aux femmes de bénéficier d'une éducation correcte. S'ensuivent de nombreux enjeux éducatifs; on peut compter parmi ceux-ci la précarité, la destruction d'emplois, la baisse des revenus, une inflation des prix; les femmes sont les premières touchées par les conséquences de la crise économique mondiale. De plus, ne pas donner accès aux femmes à une éducation correcte les prive de développer un esprit critique leur permettant de défendre leurs droits. Cette condition les cantonne ainsi à un rôle subalterne par rapport aux hommes. Pourtant, certaines études menées ont prouvé que chaque année d'étude supplémentaire des femmes augmenterait le PIB par habitant de 4% à 6%.

II. Définition des termes clés

- **Education:** Mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain ; moyens pour y parvenir.
- **Analphabétisation:** État de celui ou celle qui est analphabète, qui ne sait ni lire ni écrire

- **Subalterne:** Qui occupe un rang inférieur, qui dépend d'un autre.
- **Égalité:** Absence de toute discrimination entre les êtres humains, sur le plan de leurs droits/ Fait de ne pas présenter de différence quantitative.

III. Acteurs principaux

L'accès à l'éducation, et plus particulièrement, celui des femmes, est tout d'abord un objectif capital de l'ONU. Afin de répondre à cette problématique croissante et toujours d'actualité dans la société moderne, l'ONU a délégué cette tâche à deux de ses institutions principales: l'UNESCO et l'UNICEF.

L'UNESCO, l'*Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture*, fondée en 1946 a pour but de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples ». L'UNESCO joue ainsi un rôle majeur dans l'accomplissement des ODD, tout particulièrement les objectifs 4 et 5 thèmes fondateurs de la problématique présente. L'engagement de l'UNESCO en terme de promotion de l'accès des femmes à l'éducation se fait en particulier via *L'Institut de Statistiques de l'UNESCO* qui publie et fournit régulièrement des rapports chiffrés sur la situation des femmes vis-à-vis de l'éducation ce qui permet une compréhension active de l'évolution de la problématique, et une communication facilitée des enjeux via les médias ou les gouvernements concernés.

L'UNICEF, le *Fond des Nations unies pour l'enfance*, fondé en 1946 est un fond international qui a pour but de défendre et promouvoir les principes énoncés par la Convention internationale des droits de l'enfant. En effet cette institution croit en le pouvoir qu'à l'éducation sur l'amélioration des conditions de vie de tous, et donc des enfants. L'éducation des jeunes femmes a un impact majeur sur le court et le long terme, notamment dans certains domaines d'action cruciaux que sont la mortalité infantile, la place de l'enfant dans la famille, la vaccination et la protection de l'enfance. L'UNICEF participe activement à la lutte pour l'égalité d'opportunité à l'école à travers **l'UNGEI** (*United Nations Girls' Education Initiative*), initiative internationale qui, depuis son lancement lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar en 2000, cherche à accélérer l'éducation des femmes dans le monde en soutenant les Etats de manière durable dans la réduction des inégalités liées au sexe, et à travers des agendas nationaux et internationaux pour refléter ses problématiques croissantes, tout particulièrement pour les populations les plus marginalisées.

IV. Historique d'événements passés

Les premières femmes à accéder à l'éducation étaient les nobles durant l'époque moderne. En effet, l'éducation de ces femmes n'affectait pas la hiérarchie sociale puisqu'elles étaient de toute manière supérieures aux hommes du peuple.

Au milieu du XIXe siècle, la France et l'Espagne adoptèrent une loi pour assurer la présence d'une école de filles pour 500 à 800 habitants. Malgré cela, l'éducation féminine n'avait rien à voir avec celle des garçons et se concentrait principalement sur ces valeurs : la chasteté, la modestie et la discrétion. Cette divergence d'éducation se justifiait par une infériorité physique et intellectuelle d'après les sciences de l'époque.

L'éducation pour les femmes au-delà de l'école primaire était encore plus difficile à atteindre. A la fin du XIXe siècle, la Finlande accepta pour la première fois des femmes à l'université (1884). Plus tard, d'autres pays tels que l'Allemagne, l'Espagne et la Finlande firent de même.

La première Guerre Mondiale offrit du travail et par voie de conséquence de l'indépendance aux femmes vu que les hommes se battaient au front. Elles eurent l'occasion de prendre conscience de leurs droits et leurs réelles capacités. Lorsque la guerre se termina, il leur était difficile d'abandonner tout ce qu'elle avaient acquis et le féminisme naquit réellement à ce moment.

C'est seulement en 1975 que l'égalité dans l'éducation commença réellement à s'améliorer. En effet, la Commission du statut de la femme organisa pour la première fois une conférence sur la femme et sa condition. Plus de 133 pays étaient réunis. Plusieurs conférences se sont ensuite succédé (*Conférence internationale de Copenhague*, 1980 ; *Conférence internationale de Nairobi*, 1985 ; *Conférence internationale de Beijing*, 1990) toujours dans le but d'assurer l'égalité.

En 2000, les objectifs du millénaire des Nations Unies réaffirment l'importance de l'égalité en matière d'éducation à travers l'*objectif 2* : assurer l'accès à l'éducation primaire pour tous ; et l'*objectif 3* : Encourager l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En 2015, ces objectifs sont revus mais défendent toujours la même idée à travers l'agenda 2030, *objectif 4* : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ; et *objectif 5*: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

V. Solutions possibles

Dans l'optique de parvenir aux ODD, avec l'aide de nombreux acteurs il est possible d'envisager les solutions suivantes :

1. Des solutions aux infrastructures techniquement insuffisantes

- Une politique décentralisée des gouvernements vers les acteurs locaux pourrait être proposée, afin de subvenir au besoins précis de la population locale.
- Une emphase sur les budgets dédiés par les gouvernements à l'éducation, en déviant par exemple les budgets militaires où ils ne sont pas nécessaires, sachant que l'éducation est moteur de développement, quand la guerre est elle facteur de destruction.
- Une réflexion adaptée aux besoins de la population féminine lors de l'aménagement des locaux.
- Promouvoir un statut de professeur attractif, avec des rémunérations et des conditions de travail/emploi attrayant afin d'augmenter le nombre d'enseignants pour réduire les effectifs de classe et promouvoir une éducation spécialisée et efficace, notamment de sexe féminin, car elles peuvent jouer le rôle de modèle pour les jeunes filles.

2. Engager les femmes et les filles sur le chemin de la réussite

- **L'enseignement pratique comme moteur d'une éducation efficace**
 - L'alphabétisation des femmes est cruciale pour la poursuite de leur éducation. Or, dans les milieux ruraux, elle n'est non seulement peu promue et peu nécessaire à la survie. L'enseignement doit alors se faire dans un cadre pratique, comme par exemple des activités génératrices de revenus par des ONG. De tels programmes sont conçus pour aider les femmes à accéder au crédit et à gérer de petites entreprises. Dans des pays tels que le Togo, le Mali, la Gambie, le Cap-Vert et la Sierra Leone, l'alphabétisation est intégrée aux activités des coopératives ou à d'autres formes de travail générateur de revenus.
- **Impliquer les femmes dans la science**
 - Les disciplines scientifiques, qui servent de filtre de sélection aux établissements secondaires et supérieurs, sont encore moins paritaires, et cela freine la participation durable des femmes au développement à travers une éducation secondaire inclusive. Il est nécessaire de procéder à un changement des mentalités afin de permettre aux femmes de trouver leur place dans le monde scientifique. Cela peut être réalisé par les gouvernements, qui incluront des politiques de popularisation des sciences dirigées vers l'audience féminine, ainsi que les ONGs qui peuvent créer des événements et des programmes en faveur de cette transition scientifique. Par exemple, le Groupe de travail des bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique (DAE) vise à encourager la participation des filles et des femmes dans les domaines scientifiques. Les femmes bénéficieront également du programme 2000+ de l'UNESCO dont la mission est d'encourager l'acquisition de notions scientifiques et techniques par tous.

Quelques chiffres importants

<http://uis.unesco.org/apps/visualisations/no-girl-left-behind/#lastmile-1>

Sources

<http://uis.unesco.org/apps/visualisations/no-girl-left-behind/#lastmile-1>

http://www.unesco.org/archives/new2010/fr/histoire_unesco.html

<http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001012/101280fo.pdf>

<https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>

<https://www.un.org/millenniumgoals/>

https://en.wikipedia.org/wiki/Female_education

<https://en.unesco.org/news/twice-many-girls-boys-will-never-start-school-says-new-unesco-gender-atlas>

http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Tertiary_education_statistics